

JÜRGEN CONINGS
Ce qui rend la lutte antiterroriste belge si complexe
 P. 6 & 7



ADAMO
« Mes parents m'ont caché la misère. On était heureux »
 P. 18 & 19

NOTRE SUPPLÉMENT

TVNews



Tous les programmes TV de la semaine

LE SOIR

« JE VIENS RECONNAÎTRE NOS RESPONSABILITÉS »



Emmanuel Macron a reconnu ce jeudi à Kigali les « responsabilités » de la France dans le génocide rwandais. Le président a toutefois affirmé que « la France n'a pas été complice ». P. 14

Médecine : pression pour un concours avant la fin des études

Le gouvernement fédéral se penche sur l'attribution des numéros Inami pour les prochaines années. Les partis flamands demandent l'instauration d'un concours côté francophone. En pleine pandémie, ceux-ci sont réticents, mais demandeurs de numéros supplémentaires.

En plein contexte de pandémie, (re)voici un dossier délicat. Le gouvernement fédéral se penche sur l'attribution des numéros Inami aux médecins en Belgique. La question devait être abordée en conseil des ministres restreint, puis en conseil des ministres, mais le point a été ajourné, faute de consensus.

Pour exercer la médecine dans notre pays, il est indispensable de disposer d'un tel numéro, qui permet au médecin de fournir des prestations remboursées par la Sécurité sociale. C'est le fédéral qui fixe les quotas, et les communautés qui distribuent les numéros selon les modalités qu'elles déterminent. Le hic, c'est que, pour des raisons budgétaires, le nombre de numéros est li-

mité.

Cela a provoqué de très grosses tensions entre Flamands et francophones sous la législature précédente, la ministre fédérale et le gouvernement flamand accusant le côté francophone d'être trop gourmand en numéros et de ne pas organiser d'examen d'entrée, ce qui créait, selon eux, un pléthore de demandes de numéros. Finalement, un examen a été mis en place en Fédération Wallonie-Bruxelles, mais le nombre d'étudiants qui sortent des facultés est encore trop élevé par rapport au nombre de numéros. Côté flamand, le problème a été endigué par l'instauration d'un concours qui sélectionne, à la fin des études, le même nombre d'étudiants qu'il y a de numéros dispo-

nibles. Mais côté francophone, la piste d'une sélection limitée sur concours est à ce jour écartée après une tentative avortée (au Conseil d'Etat) d'instaurer un mécanisme ayant cet effet.

Et voilà donc sur quoi porte la négociation qui vient de débuter. Selon plusieurs sources francophones, les partis flamands du gouvernement fédéral souhaitent que le côté francophone accepte la mise en place d'un concours. En échange, les francophones pourraient avoir droit cette année à un nombre plus élevé de numéros que ceux qui leur reviennent actuellement en vertu de la clé de répartition en vigueur, tant pour des généralistes que pour des spécialistes.

SUITE EN PAGE 2



ÉDITO

COLETTE BRAECKMAN

La sincérité du possible, la repentance qui ne dit pas son nom...

Emu certes, mais maître de lui, Emmanuel Macron a tenu à Kigali les discours du possible. Sur le fil, il a tenté de se maintenir en équilibre entre les attentes des victimes et la grogne des généraux de l'« Empire », essayé de préserver l'honneur de son pays sans trop travestir la vérité historique. Le président Kagame lui a fait « don » non pas de son pardon, mais de sa compréhension. Homme d'Etat, le président rwandais a salué le courage de son interlocuteur et surtout envisagé un avenir commun, fait de meilleure entente et de coopération. Car il sait parfaitement que la dette entre la France et le Rwanda est loin d'être apurée, que l'exercice de vérité n'est pas arrivé à son terme. Tant de documents dorment toujours dans des tiroirs cachés, tant de témoignages oraux devraient encore être récoltés, tant de génocidaires ont trouvé abri en France ou dans les pays voisins... La question de la « complicité » de la France, la mesure de sa responsabilité ont donc été évacuées par le haut au nom de l'avenir et des jeunes généra-

tions, au nom d'une coopération avec Kigali qui devrait être relancée prochainement. Mais une équation continue à s'imposer à l'esprit : soit la cellule africaine de l'Elysée qui, dans les années 90, prit la décision funeste de s'enfermer au Rwanda jusqu'à se retrouver aux côtés des génocidaires ne représentait pas la France, auquel cas cette dernière n'est complice de rien car tout fut décidé en dehors d'elle.

La dette entre la France et le Rwanda est loin d'être apurée

Soit ces militaires et ces conseillers politiques participaient au pouvoir de l'époque, même par temps de cohabitation, et dans ce cas ils engageaient l'Etat lui-même, qui doit leur demander des comptes... Les Français s'accrocheront-ils de cette repentance qui ne dit pas son nom, d'un exercice de vérité qui s'arrête à mi-chemin, au nom de la raison d'Etat ? Voici onze ans, poussé par un élan du

cœur, non prémédité, Guy Verhofstadt avait osé « au nom de son pays et de son peuple » demander pardon au peuple rwandais. Voyant la foule laisser couler ses larmes, nous revenait cette parole d'Évangile : « Prononcez une seule parole et vous serez guéri. » Le Premier ministre belge n'avait certes pas guéri le Rwanda, mais il en avait pris le chemin... L'animal à sang froid qu'est Macron ne s'est pas risqué à pareille démarche à un an des élections ; il n'est pas un gageur, mais un politicien et Kigali ne s'y est pas trompé. Mais gageons que la société civile française, à laquelle le président rwandais a rendu hommage, poussera plus avant le travail de vérité. Cette tâche est nécessaire au Rwanda, qui s'est redressé en dehors de l'orbite française, mais aussi aux relations entre la France et ses anciennes colonies d'Afrique. Car depuis les indépendances jusqu'à nos jours, les pays de la « Francophonie » demeurent parmi les plus déshérités du continent et se demandent de moins en moins pourquoi...



FOOTBALL
Mehdi Bayat veut quitter la présidence de l'Union belge
 P. 21

CORONAVIRUS
Même avec moins de 500 patients covid, les soins intensifs restent sous pression
 P. 2 & 3

CLIMAT
Les groupes pétroliers poussés à se tourner vers le renouvelable
 P. 12

Place de la Chapelle 10 - 1000 BXL
 +32(0)2 511 43 98 - aubonrepos.be



NÉCROLOGIE 24 MOTS CROISÉS 25 SUDOKU 25 MÉTÉO 25 LOTERIE 25
 BON À DÉCOUPER 25 MARCHÉS 26 TÉLÉVISION 27 MA ASSIETTE 28
 PETITE GAZETTE 28